

Unité départementale de la Loire-Atlantique

Nantes, le 21/02/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **BRENNTAG**

14 rue du Plessis Bouchet  
BP 145  
44800 ST HERBLAIN

Références : N2-2022-113

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2022 dans l'établissement BRENNTAG implanté 14 rue du Plessis Bouchet BP 145 44800 ST HERBLAIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRENNTAG
- 14 rue du Plessis Bouchet BP 145 44800 ST HERBLAIN
- Code AIOT dans GUN : 0006301640
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : seuil haut

La société BRENNTAG exploite sur son site de Saint-Herblain des installations de stockage, de manutention (déchargement et chargement) et de reconditionnement de produits chimiques majoritairement liquides.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- application de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 avril 2021.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
MMR mélanges incompatibles cuves acides	AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1	/	Astreinte

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etude technico-économique relative aux mélanges incompatibles	AP de Mise en Demeure du 29/10/2021, article 1	/	
Etat des matières stockées - dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12/04/2021 n'est pas respecté dans le délai imposé. L'exploitant annonce un retard de 4 mois.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** MMR mélanges incompatibles cuves acides

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1
<b>Prescription contrôlée :</b> La société BRENNTAG dont le siège social est situé 90 avenue du Progrès 69680 Chassieu, exploitant des installations de stockage et de distribution de produits chimiques situées à Saint-Herblain, 14 route du Plessis Bouchet est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 mai 2020 dans un délai 8 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 mai 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte

**Nom du point de contrôle :** Etude technico-économique relative aux mélanges incompatibles

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/10/2021, article 1
<b>Prescription contrôlée :</b> La société BRENNTAG dont le siège social est situé 90 avenue du Progrès 69680 Chassieu, exploitant des installations de stockage et de distribution de produits chimiques situées à Saint-Herblain, 14 route du Plessis Bouchet est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 mai 2020 dans un délai 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté pour la réalisation de l'étude et de 8 mois pour la transmission de l'étude à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a confirmé son engagement à répondre à la prescription. Le délai est fixé au 29 avril 2022 pour la réalisation de l'étude et au 29 juin 2022 pour la transmission de l'étude à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Etat des matières stockées - dispositions spécifiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Prescription contrôlée :</b> L'état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.  Les dispositions de l'article 47 sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté et transmis à l'inspection des installations classées la liste des produits stockés à destination du public. L'inspection a suggéré à l'exploitant de présenter cette liste lors de la réunion de la CSS du 22/02/2022 afin de recueillir les observations des membres. L'exploitant a accepté cette suggestion. Cette liste est faite à partir d'une extraction de l'état des stocks. La mise en forme est automatique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite